



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 28 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : la BASD abaisse sa prévision de croissance de l'Asie du Sud-Est à 4,6 % en 2026.
- ❖ Vietnam : la croissance accélère à 8,4 % au T2, portée par l'industrie et les IDE.
- ❖ Malaisie : la stratégie de montée en gamme dans les semi-conducteurs progresse, avec 21 Md USD d'investissements déjà annoncés.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**49 Md SGD**

Hausse en un an de la valeur du portefeuille du fonds souverain Temasek, à un niveau record de 518 Md SGD (404 Md USD).

### Région

#### L'ASEAN face aux répercussions économiques de la guerre en Iran

La guerre en Iran accentue les disparités économiques au sein de l'ASEAN, sous l'effet conjugué du choc énergétique et de la réorientation des flux touristiques. Dans son *Asian Development Outlook* publié le 8 juillet, la Banque asiatique de développement (BASD) a abaissé sa prévision de croissance pour l'Asie en 2026 à 4,9 %, contre 5,5 % en 2025. Pour l'Asie du Sud-Est, la prévision de croissance est abaissée de 4,8 % à 4,6 % pour 2026, la BASD estimant que les économies les plus dépendantes des importations d'énergie, au premier rang desquelles les Philippines (3,8 % de croissance attendue), seront les plus affectées par la hausse durable des coûts de production et de transport. En parallèle, la flambée des prix du kérosène (attendus à 152 USD par baril en moyenne en 2026 selon l'IATA) et les perturbations des liaisons aériennes accélèrent une régionalisation du tourisme. Selon Nikkei Asia, les voyageurs privilégient désormais des destinations proches et des séjours plus courts, favorisant les pays bénéficiant d'une forte demande intra-

asiatique, comme le Vietnam (12,3 millions de visiteurs internationaux au S1 2026, +14,9 % en g.a.) ou la Malaisie, tandis que les économies davantage dépendantes des clientèles européennes et du long-courrier sont pénalisées. La Thaïlande (14,0 millions de visiteurs, -2,3 % sur les cinq premiers mois de 2026) a ainsi abaissé son objectif annuel de 40 à 30-34 millions de touristes, tandis que la fréquentation d'Angkor au Cambodge a reculé de 31 %.

## Indonésie

### **Le secteur manufacturier se contracte nettement en juin sous l'effet du recul de la demande et de fortes pressions sur les coûts de production**

L'activité manufacturière en Indonésie s'est contractée en juin 2026, l'indice PMI de S&P Global reculant à 46,9, contre 50,0 en mai, son niveau le plus faible depuis avril 2025. Cette évolution reflète, selon S&P, un affaiblissement marqué de la demande intérieure, les nouvelles commandes enregistrant leur recul le plus prononcé depuis un an, sous l'effet de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, notamment en raison de pressions inflationnistes (3,34 % en juin, selon BPS). Les commandes à l'exportation ont, quant à elles, également affiché leur plus forte contraction depuis août 2021. Dans ce contexte, la production a diminué pour le quatrième mois consécutif, conduisant les industriels indonésiens à réduire leurs achats d'intrants et leurs effectifs. Parallèlement, les tensions sur les coûts de production se sont accentuées : la hausse des prix des matières premières et la dépréciation de la roupie (-7,7 % par rapport à l'USD depuis le début de l'année) ont porté, selon S&P, l'inflation des coûts de production à son deuxième niveau le plus élevé depuis le lancement de l'enquête en 2011, entraînant la plus forte progression des prix de vente des industriels depuis septembre 2013.

### **Inquiétude persistante des agences de notation quant à la situation économique et financière en Indonésie**

Début juillet, plusieurs agences de notation ainsi que MSCI ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'évolution de la situation économique et financière de l'Indonésie. Dans un rapport publié le 1er juillet, Fitch Ratings a souligné l'intensification des pressions extérieures en Indonésie, citant notamment le recul des réserves de change (-6,4 % depuis fin 2025), la dépréciation de la roupie (-7,7 % par rapport à l'USD depuis le début de l'année) et un excédent commercial en diminution (-1,6 Md USD en mai 2026) (cf. Brève semaine 27). Fitch estime qu'une poursuite des sorties de capitaux ou une dégradation des indicateurs de gouvernance pourrait exercer une pression supplémentaire sur la notation souveraine. Elle identifie notamment comme principal facteur de risque une implication

accrue du fond souverain Danantara dans la gestion des exportations de ressources naturelles, via la création de PT Danantara Sumberdaya Indonesia (cf. Brèves semaines 25 et 21). Dans le même temps, S&P Dow Jones Indices a placé l'Indonésie sous surveillance en vue d'un possible déclassement vers le statut de marché frontière, tandis que MSCI a annoncé le maintien du gel de certains indices indonésiens (cf. Brèves semaines 5 et 26).

## **Indonésie-Inde : approfondissement de la coopération économique dans la défense, les minerais critiques et la sécurité alimentaire**

Lors de la visite officielle en Indonésie du 6 au 8 juillet du Premier ministre indien Narendra Modi, l'Indonésie et l'Inde ont affiché leur volonté d'approfondir leur Partenariat Stratégique, avec un accent particulier mis sur la défense, les minerais critiques et la sécurité alimentaire. Le principal accord annoncé porte sur l'acquisition par l'Indonésie de missiles de croisière supersoniques BrahMos pour un montant estimé à 630,0 M USD. Les deux pays ont également conclu plusieurs protocoles d'accord visant à développer les chaînes de valeur des minerais critiques, notamment à travers la création d'une joint-venture entre Steel Authority of India Limited et Krakatau Steel dans l'acier inoxydable, ainsi que des partenariats dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, les technologies numériques, la santé, l'espace et l'éducation. Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coopération maritime dans l'océan Indien. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques entre les deux pays, dont les échanges commerciaux se sont élevés à près de 23 Md USD en 2025 (en hausse de 10,1 % en cinq ans), faisant de l'Inde le sixième partenaire commercial de l'Indonésie.

## **Malaisie**

### **L'indice PMI manufacturier repasse en zone d'expansion en juin 2026**

Porté par les nouvelles commandes et la production, le secteur manufacturier malaisien a enregistré une amélioration des conditions d'activité en juin, l'indice PMI de S&P Global atteignant 50,7 (contre 49,9 en mai). Si ces évolutions ont incité certaines entreprises à augmenter leurs achats d'intrants et de matières premières, d'autres ont estimé que la demande était encore trop faible pour justifier une intensification de leurs achats. Par conséquent, les stocks d'achats sont restés globalement stables, au même titre que l'emploi. Parallèlement, les délais de livraison des fournisseurs se sont encore détériorés sous l'effet du conflit au Moyen-Orient, qui entraîne une pression à la hausse sur les prix des carburants et des matières premières. Côté prix, bien que l'inflation

des coûts de production se soit ralentie pour atteindre son plus bas niveau depuis trois mois, les industriels ont augmenté leurs prix de vente pour restaurer leurs marges. Malgré ces défis logistiques, le secteur manufacturier maintient un solide optimisme à douze mois, misant sur une reprise pérenne de la demande.

## **La Malaisie donne la priorité à l'assemblage local en révisant sa politique sur les véhicules électriques**

Le ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) renforce les règles d'importation des véhicules électriques entièrement assemblés. Depuis le 1er juillet, tout véhicule électrique importé doit afficher une valeur CAF (Coût, Assurance, Fret) minimale de 49 000 USD et une puissance moteur supérieure à 180 kW. Cette révision vise à forcer les constructeurs étrangers (notamment chinois) à investir dans l'assemblage local afin de structurer une base industrielle nationale et de faire bénéficier le tissu de fournisseurs locaux de la croissance du secteur. Dans la lignée de ses objectifs climatiques et industriels, le gouvernement ambitionne un taux d'adoption des véhicules électrifiés de 20 % en 2030, 50 % en 2040 et 80 % en 2050. Cependant, selon BIMB Research, ce seuil tarifaire pousse le prix de vente final au-dessus des 73 500 USD, ce qui relègue les véhicules importés au segment premium, vide le marché de milieu de gamme et menace le rythme d'adoption. Pour soutenir la demande, le gouvernement accélère le déploiement des bornes de recharge (le pays comptant plus de 6 400 bornes publiques) via une procédure d'approbation administrative désormais réduite à 14 jours.

## **La stratégie malaisienne de montée en gamme dans le secteur de l'électronique en bonne voie**

Le lancement de SemiconStart Malaysia, un programme d'incubation visant à financer les start-ups locales (jusqu'à 245 M USD par entité) et à générer de la propriété intellectuelle nationale, marque une accélération de la National Semiconductor Strategy (NSS). Lancée en 2024, cette dernière vise à positionner le pays sur les activités de conception de semi-conducteurs et de packaging avancé, avec l'ambition d'attirer 110 Md USD d'investissements dans l'IA et les semi-conducteurs d'ici 2030. Fin 2025, elle affichait déjà un bilan solide avec 21 Md USD d'investissements annoncés et la formation de 18 000 experts (sur un objectif de 60 000). Parallèlement, la modernisation du tissu industriel s'accélère : 74 usines ont été certifiées « intelligentes » en mai 2026. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre plus large du Nouveau Plan Directeur Industriel (NIMP 2030) qui a permis d'attirer 105 Md USD d'investissements manufacturiers en moins de trois ans.

# Singapour

## **Le portefeuille de Temasek atteint un niveau record de 518 Md SGD (404 Md USD)**

Le fonds souverain singapourien Temasek a annoncé, le 8 juillet, une hausse de 49,0 Md SGD de la valeur de son portefeuille, qui atteint un niveau record de 518,0 Md SGD (404,0 Md USD) au 31 mars 2026. Cette progression, portée par la forte performance de ses participations basées à Singapour, s'est traduite par un rendement actionnarial de 10,5 % sur un an et de 6,8 % sur vingt ans, malgré un impact négatif estimé à 2 % lié au conflit au Moyen-Orient. Au-delà de ces résultats, Temasek confirme l'évolution de sa stratégie d'investissement dans un contexte de fragmentation géoéconomique. Les États-Unis demeurent sa première destination d'investissement, concentrant 26 % du portefeuille et environ la moitié des nouveaux investissements annuels, portés par les opportunités dans l'intelligence artificielle, les centres de données et les infrastructures numériques. À l'inverse, si la valeur absolue de ses actifs en Chine a progressé de 24,0 Md USD sur dix ans, leur poids relatif continue de diminuer, le fonds estimant que le ralentissement de la consommation chinoise revêt un caractère structurel. Temasek entend également porter la part du crédit privé de 2 % à 5 % du portefeuille d'ici cinq ans et poursuivre son expansion au Moyen-Orient, où il vient de conclure un partenariat avec le fonds souverain d'Abou Dhabi L'IMAD.

## **Le choc énergétique lié au Moyen-Orient propulse les tarifs de l'électricité à un niveau record**

Les tarifs réglementés de l'électricité et du gaz atteignent des niveaux records à Singapour, sous l'effet de la hausse des prix du gaz naturel provoquée par le conflit au Moyen-Orient. L'Energy Market Authority (EMA) a en effet annoncé que les tarifs réglementés de l'électricité atteindront un niveau record de 31,91 cents SGD/kWh entre juillet et septembre, en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent, dépassant le précédent pic de 30,45 cents SGD/kWh enregistré en 2008. Les tarifs du gaz progresseront également de 7,1 %, à 23,48 cents SGD/kWh, un nouveau record historique. Cette hausse reflète l'intégration complète, avec un trimestre de décalage, de l'envolée des prix du gaz naturel consécutive au conflit au Moyen-Orient, Singapour produisant environ 95 % de son électricité à partir de gaz naturel importé. Pour un ménage vivant dans un appartement HDB de quatre pièces, la facture mensuelle moyenne d'électricité devrait passer de 100,74 SGD à 117,88 SGD. L'EMA estime toutefois qu'un reflux des prix mondiaux du gaz pourrait permettre une baisse des tarifs au quatrième trimestre si les tensions géopolitiques s'atténuent, tout en rappelant que des aides ciblées (U-Save et

Service & Conservancy Charges rebates) seront versées en juillet afin d'atténuer l'impact sur les ménages.

## **Singapour investit 800 M SGD (620 M USD) pour moderniser son système de transport**

Le gouvernement singapourien investira 800,0 M SGD (620,0 M USD) dans la recherche et l'innovation dans les transports au cours des cinq prochaines années, soit plus du double de l'enveloppe précédente, dans le cadre du programme Research, Innovation and Enterprise (RIE) 2030. Annoncé le 7 juillet par le ministre par intérim des transports Jeffrey Siow, ce plan vise à consolider la compétitivité de Singapour comme plateforme mondiale de transport et de logistique dans un contexte de fragmentation des chaînes d'approvisionnement et d'accélération des transformations technologiques. Près des deux tiers des financements (530,0 M SGD) seront consacrés au développement de systèmes autonomes et de jumeaux numériques (digital twins) afin d'améliorer la connectivité entre les modes de transport, tandis que le solde financera des projets dans les secteurs aérien, maritime et terrestre. Le gouvernement entend notamment soutenir le déploiement de dépôts ferroviaires automatisés, de réseaux portuaires intelligents et de systèmes de gestion du trafic aérien fondés sur l'intelligence artificielle, afin de maintenir l'avantage comparatif de Singapour comme hub régional dans un environnement géoéconomique de plus en plus concurrentiel.

## **Vietnam**

### **CROISSANCE : L'économie vietnamienne accélère au deuxième trimestre 2026**

L'économie vietnamienne a accéléré au T2/2026, avec une croissance du PIB de 8,4 % sur un an, après 7,9 % au T1, selon l'Office national des statistiques (NSO). Sur les six premiers mois de l'année (S1), le PIB progresse de 8,2 %, contre 7,6 % sur la même période en 2025. Durant cette période, l'activité reste principalement portée par l'industrie et la construction, en hausse de 9,8 % en g.a. Le secteur manufacturier, moteur du modèle exportateur vietnamien, affiche une croissance de 10,2 %, soutenue par la reprise des commandes internationales et les investissements publics dans les infrastructures. Le commerce de détail de marchandises a augmenté de 12,5 %, traduisant une reprise de la consommation intérieure. L'inflation demeure sous surveillance, avec une hausse moyenne des prix de 4,4 % au S1, proche du plafond annuel de 4,5 % fixé par les autorités. Les investissements directs étrangers (IDE) demeurent un soutien important à la croissance, avec 34,6 Md USD d'IDE engagés au S1 (+61 % en glissement annuel). Les IDE décaissés ont, quant à eux, atteint 13 Md USD au S1, en hausse de 11,2 % sur un an, soit leur plus haut niveau pour un premier semestre depuis cinq ans. Malgré cette dynamique, il est peu probable que l'objectif gouvernemental d'une

croissance annuelle d'au moins 10 % soit atteint. En effet, une croissance de 11,7% au second semestre serait nécessaire alors que le pays reste exposé aux incertitudes liées au commerce mondial, aux tensions géopolitiques et aux pressions inflationnistes.

## **CLASSEMENT : la Banque mondiale reclasse le pays parmi les économies à revenu intermédiaire supérieur**

La Banque mondiale (BM) a reclassé le Vietnam dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (ainsi que la Jordanie, la Microénise, les Philippines et le Sri Lanka) après que son revenu national brut (RNB) par habitant ait atteint 4 970 USD en 2025, contre 4 490 USD un an plus tôt, dépassant le seuil de 4 636 USD fixé pour cette catégorie. Cette évolution reflète la trajectoire de croissance du pays, portée par un modèle largement tourné vers les exportations. En effet, les exportations vietnamiennes ont progressé de plus de 15 % en 2024 et en 2025, tandis que le PIB a augmenté de 7 % en 2024 puis de 8 % en 2025. Entre 2021 et 2025, le RNB du Vietnam a enregistré une croissance moyenne annuelle de 10 %, l'une des plus soutenues de la région. Selon la BM, cette progression s'explique également par les effets des taux de change et la révision des estimations démographiques. Ce reclassement marque une nouvelle étape dans la transformation économique du Vietnam, qui vise à rejoindre le groupe des économies à revenu élevé d'ici 2045. A noter que cette classification détermine l'accès des pays à l'aide internationale, aux prêts concessionnels et aux marchés mondiaux.

## **INFRASTRUCTURE : Vingroup lance la construction d'un pont maritime de 3,5 Md USD reliant Can Gio à Vung Tau (Hô Chi Minh-Ville)**

Vingroup a lancé début juillet 2026 la construction d'un pont maritime reliant Can Gio à Vung Tau. Long de 14,1 km pour un coût de 93 000 Md VND (3,5 Md USD), l'ouvrage combine plus de 8 km de ponts en mer et 3,85 km de tunnels sous-marins. C'est le premier et le plus vaste système route-tunnel maritime du pays. Il comptera six voies pour une vitesse de référence de 80 km/h et ramènerait à une dizaine de minutes le trajet entre les deux rives, contre un long détour terrestre aujourd'hui. Réalisé en contrat de construction-transfert (BT), l'ouvrage est intégralement financé par Vingroup, sur fonds propres et emprunts bancaires, sans capital public. En contrepartie, l'État lui transférera à l'achèvement des droits fonciers de valeur équivalente au coût des travaux, pour une mise en service visée en 2029. Le chantier est ouvert conjointement avec deux échangeurs sur l'autoroute Ben Luc-Long Thanh, desservant le futur aéroport international de Long Thanh. Ce projet vise à désenclaver Can Gio, district côtier de Hô-Chi-Minh-City et le mégaprojet urbain Vinhomes Green Paradise, adossé à une réserve de biosphère classée par l'UNESCO.

# Thaïlande

## 9<sup>e</sup> tour de négociations de l'ALE Thaïlande-UE : 6 nouveaux chapitres clôturés

Le neuvième tour de négociations de l'accord de libre-échange entre la Thaïlande et l'Union européenne s'est tenue du 22 au 26 juin 2026 à Bruxelles. À l'issue de cette session, six nouveaux chapitres ont été conclus, portant sur la concurrence et les subventions, les entreprises d'Etat, le règlement des différends, l'annexe automobile, les dispositions institutionnelles et le protocole sur l'assistance administrative mutuelle. Au total, ce sont 19 des 24 chapitres de l'accord qui sont désormais finalisés. Plusieurs questions restantes, dont les mesures anti-fraude, sont proches de leur conclusion, tandis que la négociation des offres tarifaires sur l'accès au marché pour les biens, les services, l'investissement et les marchés publics progressent. Un dixième tour de négociation est prévue fin septembre en Thaïlande. L'UE est le quatrième partenaire commercial de la Thaïlande, avec des échanges bilatéraux atteignant 45 Md USD en 2025.

## Régulation des plateformes numériques : l'autorité de la concurrence se dote de sous-comités dédiés

La Trade Competition Commission of Thailand (TCCT) s'est doté de deux nouveaux sous-comités. Le premier sera chargé de surveiller et de prévenir les pratiques commerciales anticoncurrentielles entre les plateformes numériques, tout en promouvant une concurrence libre et équitable. Le second sous-comité sera quant à lui chargé de réguler la concurrence des secteurs du commerce de gros et de détail moderne, notamment en développant une base de données pour évaluer la concentration du marché et son impact sur les petites entreprises. Ce sous-comité doit inclure des experts d'organisations spécialisées représentant les PME, tels que l'Office of Industrial Economics, l'Office of SME Promotion, la Thai SME Federation et le Small and Medium Enterprises Council. Pour contexte, le commerce en ligne est en forte croissance en Thaïlande. Il représente le 2<sup>e</sup> marché d'ASEAN avec une valeur brute marchande de 56 Md USD en 2025, et une croissance annuelle moyenne de +19,7 % sur 2019-2025.

## Aide au développement : la Thaïlande approuve un emprunt de 140 M USD auprès de la Banque mondiale

Le prêt de 140,1 M USD (4,7 Md THB) de la Banque mondiale (IBRD) au ministère des Finances thaïlandais doit servir à financer la construction de deux ponts, l'un connectant Koh Lanta à la province de Krabi et l'autre au-dessus du lac de Songkhla. Cet emprunt a été approuvé par le Cabinet le 7 juillet 2026. Il se compose de 134,5 M USD de prêt et de 5,6 M USD d'aide non-remboursable.

# Philippines

## L'inflation poursuit son ralentissement en juin à +6,4% en g.a.

L'inflation a ralenti à +6,4 % en glissement annuel en juin, enregistrant son deuxième recul consécutif. Elle demeure toutefois supérieure à la cible de la Banque centrale (2-4 %), tout en étant inférieure à ses prévisions (7,1-7,8 %). La BSP attribue cette décélération au ralentissement de la hausse des prix des transports (+12,8 % après +16,2 % en mai), des denrées alimentaires (+5,2 % après +5,7 %) ainsi que de l'équipement et de l'entretien du logement (+3,7 % après +3,9 %). Malgré ce ralentissement, les produits alimentaires restent le principal moteur de l'inflation, contribuant à hauteur de 2,0 points de pourcentage, devant le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles (1,7 point) et les transports (1,2 point). À l'inverse, l'inflation sous-jacente s'est accélérée, passant de 4,1 % à 4,4 %, sous l'effet notamment de la hausse des prix des services liés au logement (utilities), de la restauration, de l'hébergement et de l'éducation.

## Les réserves de change rebondissent après trois mois de pression liée au choc pétrolier

Les réserves internationales de change (GIR) des Philippines ont atteint 104,8 Md USD à la fin juin (+0,8 % en g.m), enregistrant leur premier rebond après trois mois de baisse provoquée par le choc pétrolier, tout en demeurant inférieures de 1,1 % à leur niveau de juin 2025. Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation des dépôts en devises du gouvernement auprès de la BSP et les revenus tirés de ses placements à l'étranger. Cette progression a toutefois été partiellement compensée par la baisse de la valeur des réserves d'or et les retraits du gouvernement pour le service de la dette extérieure. Ce rebond traduit un apaisement des tensions extérieures, favorisé par de meilleures entrées de devises, un environnement financier plus stable et un regain de confiance des investisseurs. Les réserves couvrent désormais l'équivalent de 6,9 mois d'importations.

## Le ministère de l'Agriculture approuve plus de 2 Md PHP de projets d'infrastructures rurales

Le ministère de l'Agriculture (DA) a approuvé 2,06 Md PHP (31,7 M EUR) de projets de routes et de ponts ruraux destinés à améliorer la connectivité des zones agricoles dans six provinces du pays. Financé par le Philippine Rural Development Program Scale-Up, soutenu par la Banque mondiale, le programme prévoit la construction de plus de 66 km de routes et 310 mètres de ponts, ainsi que des infrastructures d'irrigation et des équipements post-récolte. Le gouvernement entend accélérer la mise en œuvre de ce programme, dont l'ensemble des marchés restants devrait être attribué d'ici la fin de l'année. Selon le DA, ces investissements devraient améliorer l'accès des agriculteurs et pêcheurs aux marchés, renforcer les

chaînes d'approvisionnement alimentaires, accroître la productivité rurale et contribuer à atténuer les pressions sur les prix alimentaires.

# Cambodge

## Un commerce extérieur en expansion

Au premier semestre 2026, le commerce extérieur du Cambodge a atteint 38,2 Md USD, (+23,3 % en g.a.). Le Royaume a exporté pour 17,3 Md USD (+18 % en g.a.) et importé pour 20,9 Md USD (+28 %). Le déficit commercial s'est donc dégradé à 3,5 Md USD (1,6 Md USD au S1 2025). En cause : hausse des prix des hydrocarbures liée à la guerre au Moyen-Orient (2,6 Md USD, +36 % en g.a.), et importation de 7 tonnes d'or (1,1 Md USD). Côté exportations, une légère diversification notable : la part du textile a reculé (46 % des exportations, contre 51 % au S1 2025) au profit des produits caoutchoutiers (8 %, contre 6,1 %) et fruitiers (7,9 % contre 6,6 %). La Chine reste son premier partenaire commercial (11,6 Md USD, +25 % en g.a.) et son premier fournisseur. Les Etats-Unis, premier client du Cambodge, arrivent deuxième (7,5 Md USD, +31,4 %), malgré la mise en place de droits de douane additionnels en octobre 2025. Suivent le Vietnam (4,7 Md USD, 0 %) et l'UE (3 Md USD, +25 %). Sur fond de conflit frontalier, les échanges avec la Thaïlande ont chuté à 1,4 Md USD (-37% en g.a.).

## Désamorcer le nouveau droit de douane américain

Trois ministères ont publié conjointement un décret interdisant les importations issues du travail forcé. Pour accompagner ce décret, davantage d'inspections sur les marchandises seront réalisées. Les entreprises suspectées d'être impliquées dans le travail forcé auront 10 jours pour prouver leur innocence, sous peine de voir leur permis d'importation retiré. Officiellement, l'objectif est d'améliorer la compétitivité des entreprises cambodgiennes. En réalité, ce décret vise à éviter un nouveau droit de douane américain - fixé à 12,5 % - et appliqué aux pays peu regardants sur les productions issues du travail forcé. Le Cambodge figure sur cette liste préliminaire. Si cette taxe est appliquée, son impact reste incertain. En effet, depuis l'instauration de droits de douane additionnels de 19 % en octobre 2025, les importations cambodgiennes vers les Etats-Unis ont malgré tout progressé de 32 % (en g.a.). Et cette nouvelle taxe épargnerait les produits textiles, qui représentent 40 % des exportations vers ce pays.

## Rendre la propriété intellectuelle accessible

Un protocole d'entente a été signé par le ministère cambodgien du commerce et l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Il vise à créer un centre d'affaires spécialisé dans la propriété intellectuelle. Ce centre aura deux missions. D'une part, conseiller les PME dans la gestion et la protection de leurs actifs immatériels (brevets, marques, dessins industriels...). D'autre part, les former à utiliser la propriété intellectuelle comme un outil de compétitivité. La propriété intellectuelle reste un domaine à développer au

Cambodge. En 2024, le Royaume a enregistré 11 brevets (126ème mondial), 2 526 marques (104ème) et 33 dessins industriels (107ème) auprès de l'OMPI. La majorité provenait d'entreprises étrangères. Pour améliorer son classement, le gouvernement a établi le plan National IP Strategy 2023-2028. Plusieurs mesures ont depuis été lancées : système d'enregistrement des droits de propriété intellectuelle, et service de dépôt numérique pour les brevets et dessins industriels, entre autres.

## Laos

### **Le gouvernement laotien maintient son objectif de croissance à 5,5 % malgré une inflation persistante**

Le 8 juillet dernier, le Premier ministre Sonexay Siphandone a confirmé l'objectif de croissance de 5,5 % pour 2026, après une progression du PIB de 5,0 % au premier semestre, correspondant à 8,8 Md USD (soit 48 % de l'objectif annuel). Cette croissance repose principalement sur le dynamisme du secteur des services (+5,3 %), devant l'industrie (+5,1 %) et l'agriculture (+4,3 %). Le gouvernement reconnaît toutefois que les perspectives demeurent confrontées à des contraintes importantes liées au ralentissement de l'économie mondiale, aux tensions au Moyen-Orient ainsi qu'au niveau toujours élevé de l'inflation (8,0 %, cible à 5,0 %). Dans ce contexte, le gouverneur de la Banque du Laos, Bounkham Vorachit, a présenté cinq priorités pour ramener l'inflation sous 7,0 % d'ici la fin de l'année : stabiliser le taux de change du kip, renforcer le contrôle de la masse monétaire, améliorer la gestion des réserves en devises, mieux encadrer les prix des biens essentiels et soutenir le crédit aux secteurs productifs. Face à une demande intérieure toujours contrainte, les autorités misent sur les exportations, en particulier d'électricité avec 2,8 Md USD de recettes attendues grâce à une exploitation accrue des barrages pendant la saison des pluies, mais également de minerais (2,2 Md USD) et de produits agricoles (1,9 Md USD).

### **Le Laos et la Birmanie étudient un projet hydroélectrique transfrontalier de 2790 MW**

Le Laos et la Birmanie ont franchi une nouvelle étape dans leur coopération énergétique avec la signature d'un accord de développement conjoint, préliminaire à une étude de faisabilité portant sur un projet hydroélectrique de 2 790 MW situé sur le Mékong, à la frontière entre les deux pays. L'étude sera conduite par les entreprises Phongsupthavy Sole Co (Laos) et Primus Sapphire Power Co (Birmanie) et devrait être finalisée dans un délai de 34 mois. Pour les autorités laotiennes, ce projet s'inscrit dans une stratégie de valorisation du potentiel hydroélectrique national, l'électricité constituant le premier poste d'exportation du pays. A terme, cette initiative pourrait renforcer la coopération bilatérale, soutenir le

développement économique des zones frontalières et contribuer aux objectifs d'interconnexion de l'ASEAN Power Grid. Elle s'inscrit également dans le renforcement de la sécurité énergétique régionale et soutient l'intégration économique de la sous-région du Grand Mékong.

## **Le Laos accélère la modernisation de son administration fiscale grâce au numérique**

Le Laos poursuit la modernisation de son administration fiscale afin d'améliorer le recouvrement des recettes publiques et de réduire les pertes fiscales. Entrée en vigueur en 2024, la TVA sur les services numériques s'applique désormais aux entreprises étrangères proposant des services numériques aux consommateurs laotiens sans présence physique dans le pays, notamment Microsoft, Meta (Facebook), YouTube ou Netflix, et a déjà permis de générer près de 12,0 Md USD. Cette mesure s'inscrit dans un programme plus large de modernisation de l'administration fiscale engagé en 2020 afin d'améliorer le recouvrement des recettes publiques et de réduire les paiements en espèces, dans un contexte de fortes contraintes pesant sur les finances publiques et de persistance de l'économie informelle. Les réformes ont également introduit des outils numériques tels que le système d'administration fiscale TaxRIS, couvrant à présent plus de 195 entreprises, ainsi que des plateformes comptables informatisées pour améliorer la perception des impôts et réduire les fuites de recettes fiscales. Selon le ministère des finances, les recettes collectées via TaxRIS ont progressé de 251 % depuis son déploiement, soit une croissance annuelle moyenne supérieure à 20,0 %, grâce à une meilleure traçabilité des déclarations, au renforcement du contrôle fiscal et à la numérisation des procédures.

## **Birmanie**

### **Première visite d'Etat du président Min Aung Hlaing au Laos**

Le président birman Min Aung Hlaing était en visite d'Etat au Laos du 3 au 5 juillet, pour rencontrer le président laotien Thongloun Sisoulith à Vientiane. La Birmanie et le Laos ont conclu au cours de la visite un accord visant à réaliser une étude de faisabilité conjointe pour une centrale hydroélectrique située sur le cours principal du Mékong. Cette centrale aurait une capacité installée de 2790 MW et son étude de faisabilité serait réalisée sous 34 mois, via une co-entreprise réunissant le birman Primus Sapphire Power et le laotien

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) ; [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)